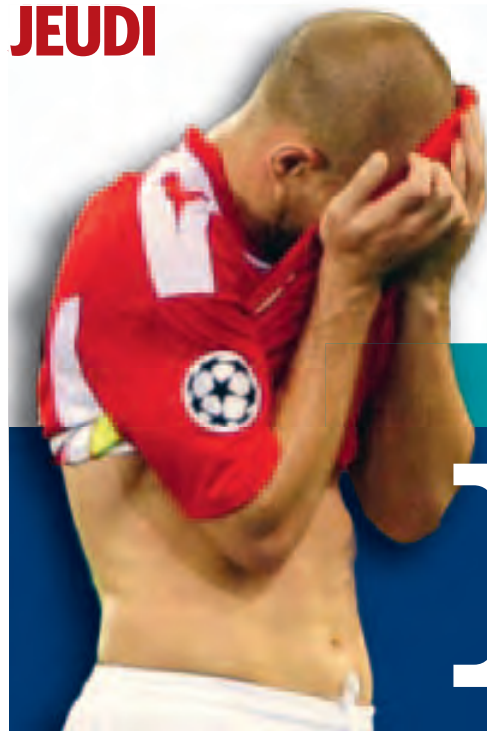


JEUDI

FOOTBALL

Arsenal crucifie le Standard (2-3)

P.44 & 45



Une gare, ça change une ville P.22 & 23 Découvrez le réseau TGV du futur en carte P.6 & 7

LE SOIR



lesoir.be

Inculpations au sommet dans l'affaire Fortis

P.3 L'AVOCAT de l'Etat et le président de la Cour de cassation inculpés. Le premier contre-attaque dans « Le Soir ».

L'inculpation de M^e Christian Van Buggenhout et de Ivan Verougstraete, président de la Cour de cassation, dans le cadre de l'enquête pénale relative à d'éventuelles fuites liées à l'arrêt Fortis en fin d'année dernière, est une véritable bombe.

Ce sont ni plus, ni moins un des avocats d'affaires les plus réputés de Belgique et un des plus hauts magistrats du pays qui sont inculpés.

M^e Van Buggenhout représentait l'Etat dans cette affaire et aurait été « tuyauté » sur le contenu de cet arrêt avant qu'il ne soit

rendu. En mars, Christian Van Buggenhout avait déjà dû témoigner devant la commission d'enquête parlementaire et lui expliquer son rôle dans toute la saga. Il avait à cette occasion refusé de prêter serment.

L'avocat est inculpé dans le cadre de l'enquête menée à Gand

sur la manière dont les conseils de l'Etat belge et les politiciens ont été informés du contenu de l'arrêt avant que celui-ci ne soit rendu. M^e Van Buggenhout que nous avons longuement contacté est satisfait de cette inculpation qui lui permettra de collaborer à l'enquête. ■



© BELGA, D.R.

Le dessous des cartes Pixar



© D.R.

P.25 & 26 Tout le monde se les arrache. Décodage d'un coup marketing de génie.



© ROGERMILTIN

Une mer de lait et de larmes à Ciney

P.40 Comme une armée en marche, 450 tracteurs ont déversé près de 4 millions de litres de lait. Un vrai déchirement pour les fermiers.

Un journal nourri par l'ULB

L'ULB A 175 ANS

L'ULB fête son 175^e anniversaire. A la veille de la rentrée académique, recteur et professeurs envahissent les pages du « Soir ».

Le deuxième acte de l'ère Barroso

P.2 & 15 Le président de la Commission européenne rempile.

Le train de vie des parlements freinera partout

Le parlement wallon a ouvert le débat, mercredi, sur les diverses indemnités et bonus accordés aux députés qui, au sein de l'assemblée, exercent des responsabilités spéciales – président d'assemblée, vice-président, chef de groupe,

etc. Ces avantages sont jugés excessifs. Ils seront réduits (fort) ou supprimés. La rémunération du président d'assemblée sera ainsi amputée de plus de 4.500 euros. La prime accordée aux chefs de groupe pourrait passer de 2.100 à 600 euros.

Surprise n°1 : initialement, les députés étaient convenus de se donner un mois pour étudier l'affaire. Un accord pourrait intervenir dès ce jeudi ou vendredi. Surprise n°2 : le tour de vis que s'appliquera le parlement wallon sera étendu au Parle-

ment de la Communauté française et, si possible, à la Région bruxelloise et à la Cofoc (les francophones de Bruxelles). Surprise n°3 : la Chambre des représentants, à son tour, ouvre le débat sur les indemnités excessives. ■ **P.8**

CINÉMAS	24
LOTÉRIE	31
PETITES ANNONCES	33
NÉCROLOGIE	34
MOTS CROISÉS & BD	35
TÉLÉVISION	36 - 37
PETITE GAZETTE & MÉTÉO	38
MARCHÉS	42-43



© ALAIN DEWEZ

P.4 L'école en grève une heure ce jeudi.

Pour la rentrée

Quelques bons restaurants à retenir...

L'Imprimerie
chaussée de Saint-Job, 666
1180 Uccle
02 372 93 25
www.limprimerie.be

Brasserie La Roue d'Or
rue des Chapelliers, 26
1000 Bruxelles
02 514 25 54

De Hoef 1627
rue Edith Cavell, 218
1180 Uccle
02 374 34 17
www.dehoef-1627.com

La Canne à Sucre
rue des Pigeons, 12
1000 Bruxelles
0475 472 023
www.lacanneasucrer.be

Aux Beumes de Venise
rue Darwin, 62
1050 Bruxelles
02 343 82 93
www.beumesdevenise.be

Traiteur Vray
rue Jules Destrée, 80
6001 Marcinelle
071 30 74 80
www.traiteurvray.be

Quartier Latin
rue des Brasseurs, 2
6900 Marche-en-Famenne
084 32 17 13
www.quartier-latin.be

L'a-trium
avenue Z. Gramme, 45(ZN)
1300 Wavre
010 23 82 16
www.a-trium.be

Brasserie Quartier Léopold
place du Luxembourg, 9
1050 Bruxelles
02 280 25 53
www.quartier-leopold.be

Le Jaco's
chaussée de Waterloo, 1372
1180 Uccle
02 375 05 29



Le plus compliqué sera peut-être de résoudre BHV

Le contexte politique est-il propice à un accord sur le plan budgétaire ? Pascal Delwit, politologue. *La conjoncture n'est pas facile et le contexte structurel n'aidera pas, c'est sûr. Il y a tout d'abord ces échéances électorales qui reviennent régulièrement. On s'est en outre installé dans un mécanisme plus complexe avec l'asymétrie. Des majorités différentes se télescopent à différents niveaux de pouvoir. Risque-t-on la paralysie ?* Pascal Delwit. *Soit cela bloque tout, il y a un risque en effet, soit cette passe difficile permettrait de résoudre à la fois le budget et la réforme de l'Etat. Un accord a été trouvé sur une clé de répartition 65/35 entre le fédéral et les entités fédérées pour l'effort budgétaire à accomplir d'ici 2012. On ne devra pas nécessairement toucher à la loi de financement. Paradoxalement, le plus compliqué sera peut-être de résoudre un troisième nœud, celui de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Le tout avec la perspective importante de la présidence belge de l'Union européenne, le 1^{er} juillet 2010. On imagine mal une crise à cette occasion, même si cela est arrivé durant la récente présidence tchèque.*

Certains signaux positifs semblent venir de Flandre. Sont-ils crédibles ? Pascal Delwit. *Il y a eu des changements importants du côté flamand, du mois au niveau fédéral. La rupture du cartel entre le CD&V et la N-VA, tout d'abord. Ensuite, deux des vice-Premiers ministres, Steven Vanackere et Guy Vanhengel, sont Bruxellois. Et le Premier ministre Herman Van Rompuy veut évier la crise.* L'Olivier francophone pourra-t-il changer la société comme il le promet ? Pascal Delwit. *Ce sera difficile vu le contexte. En Flandre, on a déjà longuement évoqué la question budgétaire ; du côté francophone, on n'en est encore nulle part. En outre, l'enseignement et les salaires représentent 85 % du budget, ce qui montre qu'il n'y aura guère de marge de manœuvre à côté de l'école.*

Propos recueillis par W. B. et O. M.



L'ULB A 175 ANS

Enseignement / Une heure d'arrêt de travail dans les écoles ce jeudi

Un fâcheux tour de piste(s)

RÉCIT
Mais quelle mouche l'a piquée ? s'interrogent les plus indulgents. « Comment a-t-elle réussi à se cramer moins d'une semaine après la rentrée ? », lancent les plus perfides. Marie-Dominique Simonet, la nouvelle ministre CDH de l'Enseignement : celle par qui la colère des enseignants est arrivée, jusqu'à provoquer un arrêt de travail dans les écoles ce jeudi, tous réseaux confondus. Avant une grève éventuelle, dont les syndicats brandissent la menace. Un mouvement d'humeur comme le secteur n'en avait pas connu depuis une décennie...

Tout part de cette réunion organisée par le cabinet Simonet le mercredi 9 septembre, une semaine après la rentrée scolaire, alors que retombe à peine le soufflé brûlant des inscriptions multiples. Ce jour-là, la ministre rencontre les syndicats puis les représentants des pouvoirs organisateurs. Au menu : les pistes d'économies qu'elle envisage pour apporter la contribution de son département à l'effort budgétaire de la Communauté.

Dans l'esprit de Marie-Dominique Simonet, qui dit d'elle-même que le dialogue et la confiance sont sa « marque de fabrique », il ne s'agit que d'un premier tour... des pistes pour instaurer le dialogue avec les partenaires sociaux et les sensibiliser à la situation budgétaire difficile. Tout en les assurant du fait que si tous les secteurs devront être mis à contribu-

tion pour redresser la barre, l'enseignement sera proportionnellement moins touché. Les chiffres qu'elle diffuse se veulent éloquentes : au maximum de l'effort annoncé (334 millions d'euros en 2015), jamais la contribution de l'enseignement n'atteindrait la moitié (156 millions la même année), alors que ce secteur représente à lui seul les trois quarts du budget francophone (6,3 sur 8,5 milliards).

L'ESSENTIEL

- Les syndicats appellent les profs à arrêter le travail une heure ce jeudi.
- Objectif : tâter le terrain sur les pistes d'économies présentées par Simonet.
- Des pistes ou de simples idées ? La majorité se divise.

Naïve, Marie-Do ? Elle ne s'attendait pas à voir les syndicats bondir de joie. Encore moins à leur réaction violente et médiatisée. Les profs ne parlent que de ça dans les écoles. Le cabinet est sous le choc. Lâché, en prime, par le chef du gouvernement : Rudy Demotte

assène qu'aucun accord n'existe sur des pistes d'économie, que celles évoquées pour l'enseignement ne sont que « supputations »... La ministre est mouchée. Ambiance.

Des supputations, vraiment ? Ni les syndicats ni les pouvoirs organisateurs reçus dans la foulée ne l'ont compris comme cela. D'autant que les idées évoquées sont très précisément chiffrées. Passage des enseignants à la plage horaire maximum (lire ci-dessous) : 16 millions d'économie en 2010, 48 millions par an dès 2011 ; réforme des prépensions (DPPR) : 8 millions en 2012, 61 en 2015 ; phasage de l'encadrement différencié : 25 millions en 2012 ; abandon de la gratuité du train : 6 millions par an. Etc. Difficile de croire à de simples coups



FAITE TRAVAILLER
 « au maximum de la plage horaire » les enseignants : le projet Simonet qui fâche les professeurs. © ALAIN DEWEZ.

de sonde. Pour l'entourage de Simonet, c'est clair : il s'agit bien de pistes validées, dès juillet, par les négociateurs de l'Olivier. Mais avant de les faire siennes et d'affiner la copie qu'elle devra présenter en octobre au conclave budgétaire, la ministre a voulu sonder les partenaires sociaux. « En toute transparence et sans tabous », dit-elle. Insistant sur le fait que tout est négociable. Les syndicats, eux, ne veulent rien négocier. On se revoit le 5 octobre... Piquée par le manque de solidarité des partenaires PS et Ecolo, la présidente du CDH Joëlle Milquet croit utile d'enfoncer le clou pour voler au secours de sa ministre fragilisée. Dimanche, alors que Simonet se fait étriller sur les plateaux de télé, elle diffuse un communiqué affirmant que les pistes d'économie avaient bel et bien été tracées en détail avant la formation du gouvernement. Donc : avant la désignation de Si-

monet à la tête de l'enseignement. Un poste, murmure-t-on au CDH, dont personne d'autre ne voulait, vu la conjoncture...

Il est vrai qu'en juillet, les négociateurs PS, CDH et Ecolo ont longuement (dix jours) travaillé sur la question budgétaire. Les chiffres qu'ils ont fini par obtenir laborieusement du grand argentier Daerden montraient un sérieux dérapage et il ne fallait pas être grand clerc pour savoir que les prochaines années allaient voir les entités fédérées douloureusement mises à contribution. Des réunions avaient d'ailleurs eu lieu entre les trois présidents de partis et le Premier ministre Van Rompuy pour discuter de la future répartition entre entités. Sans dégager d'accord...

C'est dans ce cadre que les négociateurs versent dans une sorte de « boîte à idées », nous explique-t-on, toutes les pistes d'économies qui leur passent par la tête.

Mais rien n'est alors négocié, affirme-t-on chez Ecolo comme au PS, ni même chiffré. Logique : nul n'a encore de vision claire sur l'ampleur des déficits qu'il faudra combler, tant au niveau fédéré que fédéral. Au CDH, par contre, on jure qu'il y avait un accord sur les pistes chiffrées entre présidents de partis.

Sans doute la vérité se situe-t-elle à mi-chemin. Et sans doute, reconnaissons nos interlocuteurs, la ministre a-t-elle cru bien faire en essayant de préparer le terrain. Tous préfèrent tabler sur sa « bonne foi », sinon sa « naïveté ». Car, dit un membre de la majorité, « si en agissant de la sorte, si longtemps avant le conclave d'octobre, Simonet avait voulu torpiller les pistes touchant à l'enseignement, cela relèverait du machiavélisme ». Chez Simonet, on préfère parler de « risque calculé ». Un mauvais calcul ? ■

PHILIPPE BERKENBAUM

L'enseignant « tragiquement seul »

TÉMOIGNAGE
Comment organiser les horaires et les périodes de cours ? Est-il possible de parvenir à amener les professeurs à une plage horaire maximale ? Tentative de réponse avec un cas concret, celui de l'athénée Alfred Verwée, à Schaerbeek. Ici, on dénombre 900 élèves dans le fondamental et 599 dans le secondaire, pour un total de 160 instituteurs et 90 professeurs.

L'athénée propose un enseignement général ainsi qu'un enseignement technique qualifiant et un enseignement professionnel. Aux manettes et à la calculatrice, on retrouve le préfet, Géry De Cafmeyer, dont l'une des tâches consiste, précisément, à organiser les horaires. « Je dois planifier les heures de cours avec le nombre de professeurs dont je dispose, explique le préfet. Jusqu'ici, la latitude qui m'est accordée entre les charges hebdomadaires maximales et minimales me permet de moduler les horaires relativement facilement. »

Exemple, avec un professeur de français, dans le supérieur. Il peut prendre en charge quatre classes de l'enseignement général et arriver à un total de quatre fois cinq heures, soit 20 heures et donc deux heures de moins que le maximum, ou trois classes du général, donc quinze heures, plus deux classes dans l'enseignement professionnel (NDLR : on y dispense 3 heures de français par semaine), pour arriver à un total de 21 heures. Conclusion du maître architecte, se projetant



GÉRY DE CAFMEYER, préfet : « Je dois planifier avec le nombre de professeurs dont je dispose. » © DOMINIQUE DUCHESNES.

dans l'avenir : « C'est un problème insoluble si on souhaite le faire prester 22 heures, puisqu'il m'est interdit de morceler une matière pour l'attribuer à deux professeurs différents. » Et de s'inquiéter des conséquences éventuelles : « Quel sera la solution ? Considérer qu'un professeur ne doit pas toucher son traitement complet parce qu'il lui manque deux heures ? »

« Usés à 55 ans »

Même si les mesures envisagées n'en sont « encore qu'au stade d'embryon », une grande partie du corps professoral dit avoir encaissé durement l'idée de « travailler plus et plus longtemps ». Selon Pierre Capers, préfet à l'Athénée Bockstael, à Laeken, la plupart des enseignants seraient tout simplement « usés à 55 ans ». Ces mesures pourraient contribuer à étouffer les vocations, alors qu'il y a désormais urgence à les encourager.

Quand certains chantent les vertus de l'immersion totale, ici, ce

sont trois classes qui n'ont toujours pas eu la moindre leçon de néerlandais, faute d'enseignant. Désertion totale... Même problème avec les mathématiques : absent pour maladie, le professeur n'est toujours pas remplacé.

Dans les salles des profs, où tous n'ont pas la formation pédagogique requise, la démotivation gagne du terrain. « Depuis la semaine dernière, raconte Gery De Cafmeyer, trois enseignants m'ont dit que si c'était comme ça, ils préféreraient chercher un autre travail. »

Faut-il s'inquiéter du côté des cabinets ministériels ? Peut-être pas. D'abord parce que l'idée de mettre les profs au travail flatte une bonne partie de l'électorat. Et puis, surtout, dans les écoles, la colère de 1996, quand les écoles furent paralysées durant de longues semaines, a fait place à la résignation. Selon Géry De Cafmeyer, l'enseignant se sentirait « tragiquement seul » et vivrait « une lutte existentielle entre l'envie de transmettre un savoir et le sentiment d'être constamment la cible d'attaques », même par ceux qui sont « censés les défendre ».

Plus fondamentalement, la mission des enseignants serait aujourd'hui en décalage avec les valeurs véhiculées par la société : « Notre rôle est d'apprendre aux jeunes à devenir eux-mêmes, pas de les pousser à vendre et à consommer. Mais le fossé se creuse. Un jour, un élève m'a dit : "Vous avez plein de qualités, pourquoi vous restez là ?" » ■

FABRICE VOOGT

LES 3 QUESTIONS QUI FÂCHENT

Pourquoi les profs sont-ils en colère ?

Parmi les pistes d'économie envisagées, celle qui fâche le plus les enseignants vise à les faire travailler « au maximum de la plage horaire ». Concrètement, cela reviendrait à imposer à un certain nombre d'entre eux 1 à 2 heures de travail hebdomadaire en plus sans compensation financière. Alors qu'au contraire, les syndicats voudraient que les prestations soient réduites au minimum de la plage horaire et les heures supplémentaires payées.

Qu'est-ce que la plage horaire ?

C'est un mécanisme qui n'existe nulle part ailleurs. Il fait partie intégrante du statut pécuniaire du personnel enseignant, qui date de 1958. Concrètement, il consiste à attribuer à l'horaire complet d'un enseignant un nombre hebdomadaire d'heures de cours (périodes) compris dans une fourchette variable, avec un minimum et un maximum.

L'objectif est d'introduire une certaine souplesse dans l'organisation des cours. L'horaire complet d'un régent (secondaire inférieur), par exemple, est de 22 heures/semestre, mais il peut être amené à prester 23 ou 24 périodes sans être payé plus, selon les besoins de son établissement.

Cette plage est comprise entre 20 et 22 heures pour les profs du secondaire supérieur (licenciés), entre 24 et 28 h pour les profs de cours techniques et pratique professionnelle, entre 30 et 33 heures pour ceux de pratique professionnelle. Dans le fondamental, les syndicats ont obtenu la suppression des plages horaires. Un instituteur preste 26 périodes/semestre en maternelle et 24 en primaire.

Les enseignants travaillent-ils moins ?

Les plages horaires ne concernent que les heures « en classe » et non les préparations de cours, les corrections de devoirs, les surveillances, etc. Les différences entre fonctions s'expliquent, historiquement, par les différences de formation : un licencié a une plage horaire inférieure à celle d'un régent, lui-même sous l'instituteur, etc. Là où les syndicats admettent une certaine forme d'injustice, c'est à l'intérieur d'une même fonction : un prof de gym est censé prester les mêmes heures en classe qu'un prof de maths, mais il a nettement moins à faire en dehors des cours... Et on peut ainsi multiplier les différences à l'infini. ■

PH. BK.

Des dockers du port d'Anvers ont écopé de peines de prison de 3 à 8 ans pour leur participation à un important trafic de cocaïne. L'organisation criminelle faisait venir la cocaïne du Brésil vers les Pays-Bas et la Belgique. © AP.

Revenir en arrière sur le voile, ce serait ingérable

La question du voile est l'une de celles qui divisent le plus la société. Il semble très difficile d'avoir une idée tranchée...

Guy Haarscher, philosophe. La question du voile a été évoquée pour la première fois de façon sérieuse en France, en 1989. Suite à une demande du ministre de l'Education de l'époque, Lionel Jospin, le Conseil d'Etat a tranché en affirmant clairement que le port du voile n'était pas contraire à la laïcité. Seuls certains cas, plaident-il alors, sont susceptibles de mener à une interdiction : lorsqu'il y a prosélytisme, pression sur les filles, refus d'assister à certains cours... Quinze ans plus tard, la situation était devenue ingérable avec la multiplication des recours et les autorités politiques françaises ont été amenées à légiférer. Le phénomène, qui était marginal, est devenu plus important. Et la signification même du foulard a changé : il est davantage perçu comme un outil d'oppression en lien avec l'islamisme politique. Chez nous, les pouvoirs organisateurs font ce qu'ils veulent mais l'interdiction est aujourd'hui pratiquement généralisée dans l'enseignement obligatoire. Faut-il légiférer en Communauté française ?

Guy Haarscher. Il y a une chance qu'on laisse les choses en l'état, avec une interdiction quasi généralisée dans les faits. D'autres positions s'expriment aujourd'hui, prônant une situation similaire à celle décrite par le Conseil d'Etat français en 1989. C'est la position du collectif neutralité.be voire du Centre pour l'égalité des chances. Cela ne me semble pas judicieux de revenir en arrière, ce serait totalement ingérable. On parle du voile comme un symbole, mais la question est plus large : cela doit parfois être très difficile pour des professeurs d'enseigner Darwin, de parler de la Shoah ou d'évoquer l'homosexualité. ■

Propos recueillis par W. B et OI. M.



L'ULB A 175 ANS

Fleurus / L'Institut dit avoir retenu les leçons de l'incident de 2008

L'IRE a tourné la page

L'ESSENTIEL

- Il y a un an, l'Institut des radio-éléments était le théâtre d'un incident industriel qui avait révélé ses failles.
- Tous les efforts ont été menés pour rebondir, en interne comme en externe.
- L'IRE veut relever le défi qui l'attend : une possible pénurie des isotopes médicaux.

La leçon a été rude, qui a amené l'Institut des radio-éléments de Fleurus à réagir, tant en interne qu'en externe, après l'alerte d'août 2008 : l'IRE a pris depuis lors une série de mesures tant externes qu'internes, destinées à rassurer riverains et personnel.

Le directeur général Jean-Michel Vanderhofstadt le dit, parlant de la fuite de déchets d'iode survenue l'an dernier : « Cet événement malheureux a été profitable à la relance de la dynamique de l'IRE. » Quelques chiffres attestent de ce qui a été accompli. L'IRE a engagé une douzaine de personnes, essentiellement dédiées à la sécurité. Une quinzaine de millions d'euros ont été affectés aux mêmes problèmes, a expliqué hier une consultante extérieure, Veerle Van de Steen, une mission justifiée par la nécessité de porter, après l'incident de 2008, un regard extérieur sur l'entreprise.

Une véritable dynamique d'entreprise a été insufflée, avec une série de projets pour l'es-

sentiel déjà concrétisés. L'objectif a consisté à attribuer à chacun des tâches visant un objectif commun, quel que soit son poste. Des analyses de comportement ont été menées dans les différents secteurs de l'entreprise.

Ce qui avait fait défaut l'an dernier relevait aussi de la communication, comme l'avaient notamment déploré des riverains alertés par une alarme tardive. Un bulletin trimestriel est édité, à destination de ces riverains. En interne, un autre bulletin circule. Autant de décisions concrétisées qui ont fait dire mercredi au directeur général que pour l'IRE, « rien ne sera jamais comme avant ».

Mais au-delà, l'IRE est confronté au problème de l'approvisionnement en isotopes de la médecine nucléaire. Actuellement, cinq réacteurs (trois en Europe, un au Canada et un en Afrique du Sud) sont capables de garantir 97 % de la production d'isotopes médicaux utilisés à des fins de diagnostic et de thérapie. D'ici quelques années, la plupart de ces réacteurs âgés de plus de 40 ans seront mis à l'ar-

rêt. La prolongation de l'arrêt imprévu du réacteur canadien, l'arrêt de plusieurs mois en 2010 du réacteur néerlandais et la mise à l'arrêt pour maintenance durant plusieurs mois du réacteur français risquent d'engendrer une situation de pénurie mondiale.

L'IRE s'est donc engagé dans différents projets visant à garantir les approvisionnements nécessaires en isotopes médicaux. Il a finalisé une étude de faisabilité relative à l'utilisation du réacteur de l'Université de Munich pour la production d'isotopes destinés à la médecine nucléaire. Il renforce autant que possible sa présence sur la scène internationale, au sein de l'Aipes (Association of Imaging Producers & Equipment Suppliers), en participant activement à des groupes de travail notamment dans les instances mises en place à l'initiative de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de la Commission européenne.

PHILIPPE MAC KAY

Les bulbes bruxellois plantés de justesse à Tel-Aviv



LE TAPIS DE FLEURS offert par la Ville de Bruxelles à la municipalité de Tel-Aviv à l'occasion du centième anniversaire de sa création a finalement été déployé sur la place Itzrak Rabin. Malgré une ultime angoisse : les douanes israéliennes ont, pour d'obscures raisons administratives, longtemps refusé de laisser pénétrer les 500.000 bulbes belges sur le territoire de l'Etat hébreu. Le bourgmestre Freddy Thielemans, présent à Tel-Aviv, et les membres de son entourage se sont également rendus dans les territoires palestiniens afin d'y participer à une série de rencontres officielles. (S. Du.) © AFP.

Justice / Les idées de Philippe Monfils

Comment réformer le droit disciplinaire

Le débat rebondit. Le juge de paix Thierry Marchandise s'est exprimé mercredi dans nos colonnes sur la réforme du droit disciplinaire des magistrats. En proposant une ouverture du côté du Conseil supérieur de la justice (CSJ). Aujourd'hui, c'est le sénateur Philippe Monfils (MR) qui se lance dans la discussion. Avec modération : le système actuel n'est pas mal ; il peut être un peu toiletté, mais évitons de nous lancer dans de grosses et lourdes réformes inutiles, nous explique-t-il en substance. Le sénateur dépose trois propositions de loi visant à améliorer le système.

Pas question de remettre tout l'ouvrage sur le métier et de créer un nouvel organe externe de contrôle (un Comité J) de la magistrature. « On créerait "un bidule" de plus alors même que des procédures existent pour autant qu'on veuille les faire fonctionner », ponctue le sénateur. Philippe Monfils rappelle que « la législation actuelle suffit, même si certains aménagements pourraient y être apportés ».

Pour l'heure, tous les manquements peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire. Pour les moins graves, c'est la hiérarchie du magistrat qui s'en charge et qui peut infliger un avertissement ou une réprimande ; pour les manquements plus graves, le Conseil national de discipline peut infliger des sanctions com-

me la retenue de traitement, la destitution ou la révocation.

Quels aménagements pourrait-on dès lors prévoir ? Le sénateur libéral propose de transmettre au CSJ les décisions disciplinaires pour qu'il puisse en tenir compte lors du débat sur la nomination d'un magistrat. Il préconise de mieux informer le ministre de la Justice des suites en matière disciplinaire. Enfin, Philippe Monfils suggère de réduire de six à trois mois le délai donné à l'autorité disciplinaire pour initier une procédure.

Le Conseil supérieur propose aussi une réforme

Depuis le mois de mai, le Conseil supérieur de la justice planche lui aussi sur une amélioration du droit disciplinaire. Après avoir effectué un état des lieux, contacté les chefs de corps et le Conseil de discipline, puis ausculté la réalité étrangère.

Des conclusions vont bientôt être tirées de ce travail. Qui, semble-t-il, iraient dans le sens d'une critique du système actuel, trop lourd et peu appliqué. Mais qui iraient aussi dans le sens d'une ouverture vers l'extérieur, vers un contrôle externe des magistrats.

C'est dans l'air du temps. Paul Martens, le président de la Cour constitutionnelle, penchait aussi pour une telle ouverture. ■

JEAN-PIERRE BORLOO

1 MILLION DE PLACES

1

€

ALLER SIMPLE

VOYAGEZ EN OCTOBRE-DECEMBRE

RYANAIR

Réservez jusqu'au 17.09.09. Soumis à des disponibilités, termes et conditions, regardez www.ryanair.com pour plus d'informations. Les frais optionnels supplémentaires ne sont pas inclus dans les tarifs mentionnés.

“
L'enjeu
fondamental :
investir
dans la
recherche

A-t-on trop parlé de la grippe A/H1N1 ?
Marc Parmentier, docteur en médecine. Je trouve personnellement que l'on en a fait trop. Je ne veux pas non plus sous-estimer, c'est un vrai problème. Mais ce sont surtout les politiques qui ont voulu se couvrir. Des risques d'épidémie, il y en a en permanence. On parle nettement moins du virus du Nil occidental, par exemple, qui se propage de façon très rapide. C'est une maladie grave avec un taux de mortalité par encéphalite qui n'est pas négligeable. L'enjeu fondamental de l'heure, c'est de maintenir un investissement suffisant dans la recherche. Dans notre département de biologie moléculaire, nous travaillons actuellement sur les moyens de préparer les médicaments d'après-demain.

L'ULB a eu trois Nobel. Est-ce impossible, désormais ?
Philippe Vincke, recteur. Bien sûr. Robert Brout et François Englert sont en position de le recevoir si l'accélérateur de particules de Genève démontre l'existence du boson de Higgs. Ils en avaient annoncé l'existence avant tout le monde. ■

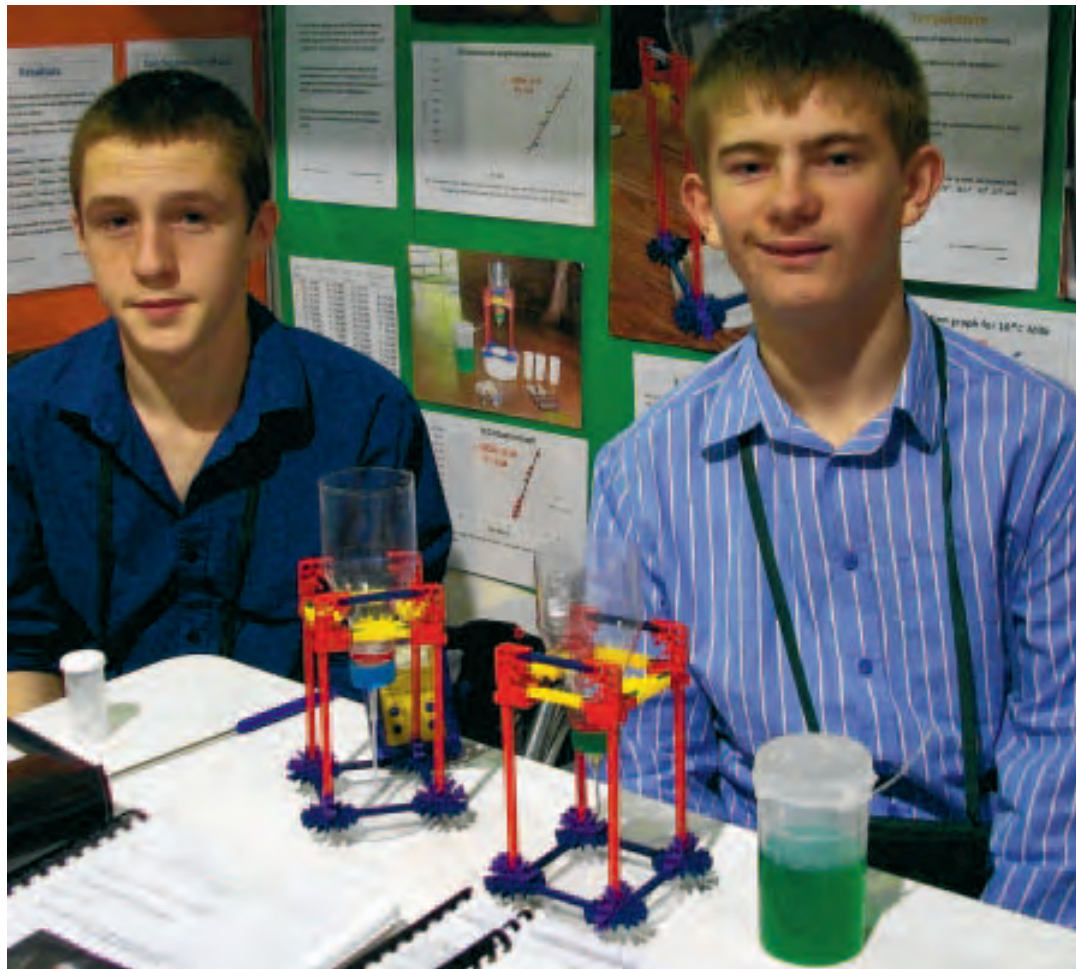
Propos recueillis par
W. B. et OI. M.



L'ULB A 175 ANS

Concours / La viscosité du lait comme indicateur de contamination

Deux Irlandais récompensés



JOHN ET LIAM ont mis au point un test simple et efficace pour les producteurs de lait. © CDB

PARIS
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le 21^e concours européen pour jeunes scientifiques vient de fermer ses portes au Palais de la découverte, à Paris. Une cuvée passionnante qui n'a jamais aussi bien porté son nom !

Parmi les premiers prix, on retrouve en effet deux (très) jeunes Irlandais. La curiosité scientifique de ces deux fils d'agriculteurs âgés de 14 et 15 ans a débouché sur la mise au point d'un test qui devrait intéresser pas mal de producteurs laitiers en Europe. Le duo a tout simplement mis au point un test simple et peu coûteux de la qualité du lait juste après la traite.

« Notre projet permet de détecter à la ferme si le lait qui vient d'être récolté n'est pas contaminé par un trop grand nombre de

cellules somatiques, explique Liam Mc Carthy. Dans ce cas, il risque de ne pas pouvoir être transformé en fromage et devra être éliminé, ce qui ne fait bien entendu pas l'affaire de l'éleveur ni de la filière. »

L'ESSENTIEL

- La Cuvée 2009 du Concours pour jeunes scientifiques organisé par la Commission européenne est un succès.
- Les projets primés sont aussi bigarrés que passionnants.
- Rencontres.

lité. On peut bien entendu tester le lait de tout un camion à la laiterie ou à la fromagerie. Mais cela prend du temps et cela coûte cher. Surtout que le lait d'une ou deux

vaches malades suffit pour contaminer l'entièreté de la cuve. Tester de manière simple et efficace la qualité du lait dès la traite chez des animaux qu'on suspecte malades permet d'éviter ce type de problèmes.

C'est exactement un test de ce genre que l'équipe a mis au point avec... un peu de savon de vaisselle. « A la ferme, nos grands-mères nous avaient parlé d'un test de ce genre pratiqué par les anciens. Nous avons décidé de refaire des expériences pour en déterminer la pertinence et surtout, l'efficacité. »

Dans un premier temps on prélève du lait tout juste récolté et on le mélange à un détergent ménager. Cette mixture parfaitement dosée est ensuite disposée dans un récipient muni d'un petit trou. Il suffit alors de chronométrer le temps d'écoulement de l'échantillon pour déterminer si le lait est contaminé ou non.

« En effet, reprend John, au plus la vache est malade, au plus le lait est chargé en cellules somatiques et au plus la viscosité de la mixture est importante. Résultat : elle mettra plus de temps à s'écouler. »

Le duo a dressé une échelle type du de-

gré de cette contamination en fonction du temps d'écoulement. Si l'échantillon s'écoule en moins de 60 secondes, on peut estimer qu'il y a moins de 200.000 cellules somatiques par millilitres de lait. En 63 secondes, ce taux grimpe à 400.000 cellules, en 68 secondes 600.000 cellules...

Le projet à la fois pratique, applicable dès aujourd'hui, mais aussi la démarche scientifique des deux jeunes (expérimentation, titrage des cellules, etc.) ont retenu l'attention du jury qui leur a décerné un premier prix (doté de 7.000 euros).

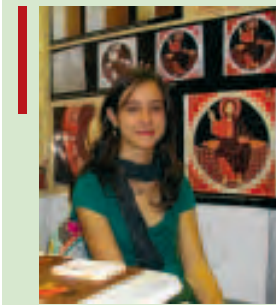
Tous comme les autres lauréats de ce concours, John et Liam ont fait preuve d'un enthousiasme et d'une curiosité étonnante. Et peut-être un jour entameront-ils des études et une carrière scientifique. Tel est le but ultime de ce type de concours : susciter de nouvelles vocations pour la science et les techniques.

A Paris, la « cuvée 2009 » du Concours européen pour jeunes scientifiques a sans le moindre doute atteint cet objectif ! ■

CHRISTIAN DU BRULLE

<http://ec.europa.eu/research/youngscientists/>

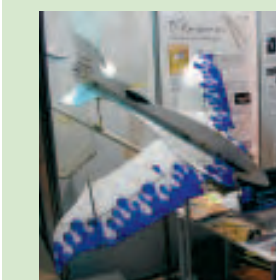
TROIS AUTRES INITIATIVES PRIMÉES



Sara et les pigments La jeune Catalane a réalisé des reproductions d'œuvres romanes d'églises de Catalogne. Des copies à l'ancienne qui l'ont amenée à étudier les pigments, retrouver les carrières où les artistes d'antan allaient prélever les différents minéraux et enfin, reproduire certains motifs. Son travail est un subtil mélange d'analyses chimiques et de création artistique.



Le coup de veine de Steffan Ce Munichois a remporté un troisième prix avec sa caméra infrarouge détectrice d'hémoglobine. En combinant une caméra IR avec filtre polarisant et un logiciel, Steffan a mis au point un système d'imagerie qui permet en un coup d'œil de bien visualiser les vaisseaux avant, par exemple, une prise de sang.



L'avion qui vole en arrière Fabian est suisse. Il a raflé trois prix au concours européen avec son modèle réduit d'avion capable de voler en avant comme en arrière. Le jeune homme a dès lors plongé dans des recherches sur l'aérodynamisme, la physique des fluides et bien entendu le dessin de la structure idéale des gouvernes.

Astronomie / Identification d'une nouvelle « Terre »

Corot-7B, l'exoplanète qui ressemble à la nôtre

L'exoplanète Corot-7b est la première planète tournant autour d'une autre étoile que le Soleil qui ressemble le plus à la Terre.

Voilà ce que révèle cette semaine une étude menée par les astronomes de l'ESO (Observatoire austral européen) et leurs nombreux collègues dans le monde, dont le Dr Michaël Gillon, de l'Université de Liège (Institut d'astrophysique).

Cette exoplanète serait tellurique (rocheuse) et aurait une masse cinq fois plus importante que la Terre.

Corot-7B avait été détectée en début d'année par le satellite Corot. Son étude a depuis été pour-

suivie par une équipe internationale spécialisée dans les exoplanètes dirigée par Didier Queloz, de l'observatoire de Genève.

Didier Queloz avait été à l'origine de la découverte de la toute première exoplanète en 1995. Une première qui était cosignée par un autre astrophysicien suisse de renom : Michel Mayor.

Selon les données recueillies grâce au spectrographe Harps du télescope de l'ESO à La Silla au Chili, la nouvelle super-Terre, constituée « la récompense suprême pour les chercheurs », pour reprendre la déclaration de Didier Queloz.

Cette exoplanète a un diamètre 1,8 fois plus grand que celui de la

Terre, et très proche de son étoile. Corot-7b affiche une masse égale à cinq fois celle de la Terre.

« Jusqu'à présent on n'avait aucune idée de la composition de toutes ces petites planètes que l'on trouve, explique M. Queloz. Mais comme Corot-7b est rocheuse, alors on peut imaginer que des planètes semblables, avec une masse égale à 3 à 5 fois celle de la Terre, le sont aussi », ajoute-t-il, précisant qu'une dizaine de ces « Super-Terre » ont été découvertes.

A l'heure actuelle, 374 planètes extérieures au système solaire ont été détectées par les astronomes. ■

C. D. B.

24 HEURES | 1 COUP D'ŒIL

Dent dans l'œil pour revoir

Une femme de 60 ans, aveugle depuis 2000, a recouvré la vue grâce à une opération chirurgicale rare qui a consisté à lui implanter une dent dans l'œil. Réalisée à l'Université de Miami, cette opération, première du genre aux États-Unis, a été mise au point en Italie dans les années 60. La technique dite d'ostéo-odonto-kératoprostèse consiste à implanter une dent, préalablement sculptée et percée d'un petit trou, dans l'œil du patient. La dent, ainsi que sa racine, servent ainsi de support à une lentille optique. (afp)

PALÉONTOLOGIE Plume fossile iridescente L'iridescence, propriété selon laquelle une surface paraît de couleur différente en fonction de l'angle sous lequel on la regarde, est très répandue dans la nature. De nombreux animaux tel que certains coléoptères, papillons, poissons ou oiseaux doivent leurs magnifiques parures à ce phénomène. Dans une étude publiée dans *Biology Letters*, des scientifiques de l'Université de Yale (USA)

apportent la première preuve de l'existence de l'iridescence sur un fossile de plume de plus de 40 millions d'années. (A.Bt.)

ENVIRONNEMENT Un biocarburant au jus de pastèque Dans une étude, des chercheurs affirment que le jus de pastèque peut être transformé en éthanol par fermentation et pourrait ainsi constituer une source de biocarburant. (A. Bt.)

ESPACE Le ravitailleur japonais approche de l'ISS Lancé vendredi dernier depuis la base de Tanegashima au Japon au moyen d'une fusée H2B, le véhicule de transport japonais pour la Station spatiale internationale devrait arriver en vue de son objectif ce jeudi. Baptisé HTV, ce gros bidon spatial (10 mètres de long pour 4,4 de diamètre) renferme 4,5 tonnes de vivres et de matériel pour l'équipage de l'ISS. Ce HTV est le premier d'une série de sept vaisseaux cargos du même genre qui devront ravitailler l'ISS d'ici à 2015. Il s'agit du pendant japonais du module de ravitaillement européen automatique ATV qui a déjà fait ses preuves en orbite. En fin de mission, le HTV se muera en camion-poubelle pour la Station spatiale. Chargé des déchets de bord, il se consumera dans les hautes couches de l'atmosphère. (C.D.B.)



Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, a lancé, mercredi dans le « Financial Times », un appel pour « un dialogue à l'esprit ouvert et sans précédent avec la Russie », afin de réduire les tensions liées à la sécurité en Europe. © AFP.

Le combat courageux d'Obama, les difficultés de Barroso

Obama est confronté à ses premières difficultés sur la réforme des soins de santé. Qu'en pensez-vous ? Guy Haarscher, philosophe. *J'étais aux Etats-Unis récemment... C'est la première fois qu'un président des Etats-Unis dit qu'il n'est pas normal qu'il n'y ait pas de couverture médicale pour trente millions d'Américains. Le simple fait d'en parler a une portée politique importante. Franchement, c'était un très beau discours, très courageux, avec des tonalités rooseveltiennes. Pendant tout l'été, les républicains ont semé le doute dans l'esprit des Américains.*

Il y a aux Etats-Unis une méfiance malade à l'égard du rôle de l'Etat. Pascal Delwit, politologue. *Il y a une opposition forte, c'est vrai. Obama a été à l'initiative de l'idée, mais pas du projet. Il devrait tenir compte de ce système très particulier où le Congrès et le Sénat se neutralisent, on légifère d'ailleurs très peu aux Etats-Unis. Un compromis sera peut-être trouvé, qui pourrait se retrouver dans une loi fourre-tout.*

Guy Haarscher. *Ce sera sans doute un premier pas, important sur le plan symbolique.*

Le parlement européen vient de réélire José Manuel Barroso à la tête de la Commission. Sans grand enthousiasme.

Pascal Delwit. *C'est intéressant à deux points de vue. Premièrement, c'est le reflet d'un système européen qui devient incompréhensible pour le commun des mortels - mais aussi pour nous ! -, le taux de participation aux élections ne cesse de diminuer alors que les pouvoirs du parlement ne cessent d'augmenter. Deuxièmement, on a tendance à comparer Barroso avec Delors, mais c'est l'homme d'une Commission au sein d'une Union composée de 27 Etats membres.*

On ne peut pas dire qu'il marque fortement l'Europe de son image, c'est vrai. Mais à sa décharge, on peut dire que ce ne serait guère facile d'y arriver. ■

Propos recueillis par W. B. et OI. M.



L'ULB A 175 ANS

Nucléaire / Téhéran propose une résolution qui interdirait toute attaque d'installations dans le monde

L'Iran multiplie les diversions

VIENNE
DE NOTRE CORRESPONDANT

Inaudible au Conseil de sécurité des Nations unies, l'Iran ne sait plus que faire pour détourner l'attention de son programme nucléaire aux contours incertains. Il exige désormais que soit proclamée noir sur blanc l'interdiction d'attaquer des installations nucléaires, opérationnelles ou en cours de construction.

Comment ? En l'inscrivant dans une résolution qui serait votée par les 150 Etats-membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont la conférence générale se tient cette semaine à Vienne, en Autriche.



ALI AKBAR SALEHI, délégué iranien à l'AIEA : l'art de la provocation. © EPA.

« Rien à voir », bien sûr, avec la menace croissante de frappes aériennes d'Israël sur les sites nucléaires iraniens, assure-t-on à Téhéran.

L'Etat hébreu n'a cessé ces dernières années de tirer la sonnette d'alarme, persuadé que le régime islamique cherche à se doter de la bombe sous couvert d'un programme nucléaire purement civil de production d'électricité. Or, moins les Etats occidentaux semblent déterminés à durcir le ton, plus Israël semble devoir se résoudre à agir seul - « C'est une menace globale et faire des affaires avec l'Iran envoie un mauvais message à Téhéran qui ignore les règles internationales », a encore martelé ce mercredi Avigdor Lieberman, chef de la diplomatie israélienne. Au grand dam des Etats-Unis de Barack Obama, qui espèrent toujours la reprise de pourparlers sur les questions plus larges de « sécurité régionale » avec l'Iran, le 1^{er} octobre, sans doute en Turquie.

Pour inverser la pression, Téhéran joue donc la carte de la provocation. Comme chaque année, il tente de transformer la conférence générale de l'AIEA en forum politique, en introduisant un projet de résolution dénonçant la possession d'armes nucléaires par Israël, puissance atomique

non reconnue, et un autre exigeant la création d'une « zone exempte d'armes nucléaires » au Moyen-Orient.

Quant à l'interdiction formelle d'attaquer des installations nucléaires, elle avait déjà été votée en 1990 dans la même enceinte, mais elle n'a guère de chances d'être remise au goût du jour. Les pays « non alignés » - Inde, Chine et Pakistan en tête - ne tiennent guère à encourager une initiative qui pourrait contrecarrer leurs propres options stratégiques, eux qui pourraient fort se retrouver face à face en cas de guerre entre « voisins ». ■

MAURIN PICARD



14,95

FELICIA plaid
130x170 cm. 600.805.98

4,50

BLANDA MATT saladier
Ø12 cm. 800.572.57



5,99

RITVA housse de coussin
50x50 cm. Brun.
401.516.95



9,99/2 pces

KAJSA RAND housse de coussin
50x50 cm. Multicolore. 001.516.78

IKEA
FAMILY

OFFRE DE LA SEMAINE

24,95 /2 pces

Prix normal 39,95/2 pces

du 17/09 au 23/09 inclus

MERETE paire de rideaux
300x145 cm.
Offre valable sur toutes les couleurs.

Voyez large !



24,95

KAJSA VIRKA plaid
130x170 cm. 301.516.86



1,99/pce

DIOD verre
Blanc. 200.919.28
Brun. 201.498.06

LAMPAN
lampe de table
300.960.96

2,99

124,-

LILLBERG fauteuil
à bascule
Bouleau/Gräsbo
blanc. 398.398.04



6,99/2 pces

KASSETT
boîte DVD
301.532.42

4,99

FLÖRT poche
télécommande

Prix action pour les membres IKEA FAMILY. Jusqu'à épuisement du stock.

Heures d'ouverture : Lundi-Jeudi : 10h-20h Vendredi : 10h-21h Samedi : 9h-20h

IKEA Hognoul 100% rénové !



Devenez membre
gratuitement
sur IKEA.be

IKEA vous régale !

Princess cake avec
café gratuit

1,25



IKEA.be

Les visiteurs du Soir

Philippe Vincke, Mathias Dewatripont, Guy Haarscher, Pascal Delwit, Marc Parmentier

« Les universités doivent travailler ensemble »

Être un pôle d'excellence tout en assumant son rôle d'ascenseur social ? « Cela fait partie de la gloire de l'ULB », affirme son recteur, Philippe Vincke.

PROPOS RECUEILLIS PAR WILLIAM BOURTON ET OLIVIER MOUTON

Cent septante-cinq ans ! Le 20 novembre 1834, l'Université Libre de Bruxelles ouvrait sa toute première année académique. Mercredi matin, le recteur Philippe Vincke et quatre professeurs « emblématiques » de l'ULB, Mathias Dewatripont, Guy Haarscher, Pascal Delwit et Marc Parmentier, sont venus marquer l'événement à la rédaction du *Soir*.

Selon la formule consacrée, nos cinq visiteurs ont commenté l'actualité du jour : on peut découvrir leurs réflexions dans les différentes sections de ce journal. Mais ils ont également parlé de leur « maison », que l'on n'hésiterait pas à décrire « à la croisée des chemins », si l'expression n'était pas devenue un brin bateau...

L'ULB, c'est 21.000 étudiants, 7 facultés, 3 campus à Bruxelles et de nombreux enseignements en Wallonie, ainsi qu'un hôpital universitaire. Comment continuer à faire fonctionner ce pôle d'excellence, sans en brader les valeurs ni le niveau de qualité, alors que les pouvoirs publics subsidiaires ne peuvent plus masquer leur impécuniosité ?

« Le débat, cela fait partie de l'histoire, et je dirais même de la culture de l'ULB »

Pascal Delwit

« Les universités belges se comportent bien sur le plan international, attaque le recteur, Philippe Vincke. Mais le paysage international est indéniablement en train de changer. Nous devons y être attentifs. Nous sommes entrés dans une période de concurrence. De nouveaux acteurs engagent des moyens faramineux dans des pays émergents ; des universités américaines ouvrent des antennes à l'étranger... Si nous voulons maintenir notre niveau, éviter la fuite des

cerveaux, si nous ne voulons pas devenir des "universités de province", nous avons besoin de moyens. Mais, de fait, la Communauté française n'en a pas... Il faut donc rationaliser. Je lance dès lors un appel au gouvernement : qu'il prenne des mesures pour que les universités travaillent ensemble. Pour qu'en Communauté française, l'on n'achète plus trois fois les mêmes grands équipements très chers, par exemple... »

Une pierre dans le jardin de ceux qui, dans la foulée de la réforme de Bologne, ont choisi de figer l'enseignement supérieur francophone en trois académies – autour le l'ULB, de l'UCL et de l'ULg – sur base de l'antique pilierisation confessionnelle plutôt que sur celle des affinités électives entre « alma mater » ou de l'évidence géographique.

Dans ce monde du savoir de plus en plus compétitif et concurrentiel auquel fait allusion Philippe Vincke, comment continuer à concilier l'exigence d'excellence que revendique l'ULB et le rôle « d'ascenseur social » d'une université urbaine et démocratique, qui s'assume également comme telle ?

« L'exemple américain doit nous inciter à la prudence, intervient le philosophe Guy Haarscher, qui passe une bonne partie de l'année académique sur les campus d'outre-Atlantique. Là-bas, il y a quelques universités très prestigieuses, qui n'acceptent que les meilleurs étudiants, et puis "les autres", considérées un peu comme de seconde zone... »

« Nous sommes l'université francophone qui compte le plus grand nombre d'étudiants boursiers et nous consacrons chaque année quelque deux millions d'euros en aides aux nouveaux étudiants, enchaîne le recteur. Mais l'ULB, c'est aussi trois prix Nobel sur les cinq

qu'a obtenus la Belgique (Jules Bordet, Albert Claude et Ilya Prigogine, NDLR) et près d'un tiers des prix Francqui... Nous ne choisirons jamais entre les deux : entre notre rôle



© DOMINIQUE DUCHESNES

d'élévation sociale et notre exigence d'excellence ; cela fait partie de notre gloire ! »

L'arrivée d'une nouvelle population scolaire – de tradition et de

culture musulmanes – aura cependant bousculé d'une autre manière l'ULB, institution historiquement viscéralement rationaliste et laïque...

« Il est clair que quand un étudiant en fin de cycle, qui vient d'obtenir l'agrégation, vous dit : "La théorie de Darwin, je la connais mais je n'en crois rien", cela vous



© ALAIN DEVEZ

Philippe Vincke

Le soixante-quatrième recteur de l'Université Libre de Bruxelles (en poste depuis septembre 2006) est né le 30 avril 1951. Professeur de mathématiques, il fut aussi doyen de la Faculté des sciences appliquées.



© FLORIE DEBOT (ST)

Mathias Dewatripont

Le président de la Solvay Brussels School of Economics and Management est âgé de 49 ans. Il mène de front une double carrière de chercheur et de professeur en Belgique (ULB), et aux États-Unis (Massachusetts Institute of Technology).



© ROGER MILUTIN

Guy Haarscher

Professeur ordinaire de la Faculté de Philosophie et Lettres et à la Faculté de Droit, il préside aussi, à 63 ans, le Centre Perelman de Philosophie du Droit et est « Visiting Professor of Law » à la Duke University (Caroline du Nord, USA).



© ALAIN DEVEZ

Pascal Delwit

Professeur en science politique, dès l'année académique 1998-1999, à l'âge de 37 ans, il est également devenu, la même année, directeur du Centre d'étude de la vie politique, le Cevi-pol.



© DOMINIQUE DUCHESNES

Marc Parmentier

Docteur en médecine, professeur et chercheur en biologie moléculaire, le Prix Francqui 99 est né le 24 mars 1956. Il reçut cette prestigieuse récompense pour ses travaux sur la thyroïdine, une hormone qui règle le fonctionnement de la thyroïde.

forum

Stoemp flamand



Nadia Fadil
Sociologue ; chercheuse FNRS à la KUL

Qui est Nadia Fadil ?

Voici donc la troisième plume de notre quatuor de chroniqueurs néerlandophones – après Jan Goossens et Geert Buelens et avant Dave Sinardet, la semaine prochaine...

Malgré son jeune âge (30 ans), Nadia Fadil est une figure connue du monde intellectuel flamand. Sociologue, chercheuse FNRS à l'université de Leuven, elle s'implique activement dans le débat public depuis 2003, singulièrement sur les questions touchant au dialogue interculturel. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'elle a accepté de tenir une chronique mensuelle dans *Le Soir*.

« On a souvent tendance à réduire le débat communautaire belge à un antagonisme entre deux groupes ho-

mogènes : les francophones et les Flamands, explique-t-elle. Mais ce débat est traversé par d'autres divisions. Cette perspective permet non seulement de poser un autre regard sur nos polémiques – et de se rendre compte que le débat sur l'interculturalité déchaîne les passions des deux côtés du pays – mais aussi de porter un autre regard sur la Belgique. »

Selon Nadia Fadil, l'interculturalité est souvent abordée comme une thématique en marge de la société, détachée du problème communautaire. Or, pour elle, l'interculturalité et le communautaire renvoient à une seule et même question : celle de la citoyenneté. Ou comment gérer et créer un « vivre-ensemble » à travers toutes les diversités qui traversent un pays...

W. B.



© DOMINIQUE DUCHESNES

interpelle », confesse Guy Haarscher.

Un malaise qui éclata au grand jour en mars 2007, quand la communauté académique se déchira

autour de l'interdiction prononcée par le recteur Vincke d'un débat avec Tariq Ramadan... Mais, sans nier le choc, le politologue Pascal Delwit relativise : « On a en

effet assisté à des débats internes très vifs, acquiesce-t-il. Mais finalement, si l'on y réfléchit, le débat, cela fait partie de l'histoire, et je dirais même de la culture de l'ULB... » ■

LEURS INSPIRATEURS

Quels sont leurs mentors ? Ces penseurs qui ont nourri ce qu'ils sont devenus ?

Pascal Delwit.

« Stein Rokkan. C'est un politologue norvégien qui a beaucoup travaillé sur les clivages, ces lignes de fracture très profondes qui traversent la société. Je suis particulièrement fier d'avoir pu traduire son livre « Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs », publié aux éditions de l'ULB. »

Guy Haarscher.

« Walter Dellinger. Il est professeur de droit constitutionnel à l'université de Duke, en Caroline du Nord. Il a porté des affaires à la Cour suprême, notamment sur le droit des citoyens à porter une arme. J'ai eu la chance de le rencontrer et, lors d'un repas, j'ai été très marqué par un discours évoquant son enfance dans les années 1950, quand la ségrégation allait de soi. C'est un tout grand intellectuel américain. »

Marc Parmentier.

« Quelqu'un qui m'a fort inspiré, c'est Gilbert Vassart, qui m'a attiré là où je suis aujourd'hui. Un grand humaniste. Je pourrais aussi citer quelques personnes qui ont contribué à leur manière à défendre la recherche, parmi lesquels Christian De Duve ou Jacques Dumont. »

Philippe Vincke.

« Ernest Solvay, tout en étant un industriel de génie, il a toujours pensé à la recherche et à la formation. »

Pourquoi il ne s'agit plus des filles voilées...

J'écris ces lignes alors que se répand la nouvelle de la fermeture définitive d'Opel Belgium. Cela ne me laisse pas indifférente et réveille mes souvenirs d'enfance des fêtes de Saint-Nicolas chez Opel, où mon père travailla jusqu'à sa retraite. Les longues files interminables d'enfants tout excités qui attendaient leur tour pour recevoir le cadeau du Grand Saint. Les petites bouteilles de Fanta et de Cola qui étaient distribuées à volonté et que j'avalais glougloument jusqu'à ce que ma langue soit tout orange et que ça goûte l'acide. Les films de *Tom et Jerry* dans la grande salle de cinéma. Les petites autos électriques robustes de mon frère qui m'ont toujours plus fascinées que les petites poupées insipides que je recevais...

Mais cette semaine, je n'ai pas eu beaucoup de temps pour des sentiments de jeunesse, et encore moins pour la fermeture d'Opel Belgium. Mon esprit était préoccupé par le tourbillon médiatique qui s'est déchaîné après la récente décision de l'Enseignement communautaire d'introduire un code vestimentaire strict vis-à-vis de signes religieux dans toutes les écoles. D'hallucinants feuilletons à intrigue, thèmes et personnages se sont succédé à la vitesse de l'éclair et ont éclipsé les filles voilées, réduites au rôle de figurantes de leur propre film. Vous me suivez ?

Un motif important dans cette décision rapide de l'Enseignement communautaire fut la solidarité avec le corps enseignant et les directions des Athénées royales d'Anvers et d'Hoboken qui essayaient beaucoup de critiques en raison de leur code vestimentaire plus strict. L'impression que ces écoles étaient isolées dans leur décision fut renforcée par d'alarmants reportages qui envahissaient les médias sur le vandalisme, des cambriolages, des lettres de menaces et la situation « intenable » du corps enseignant à Hoboken. Il fallait rapidement intervenir afin de sortir le corps enseignant et les directions de ce guet-apens et anticiper la décision en instance du Conseil d'Etat. Exit les filles voilées.

L'« action de solidarité » de l'Enseignement communautaire n'était pas née de quelques heures que le « débat » de société prenait une autre tournure surprenante : les écoles musulmanes. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, politiciens et personnes du milieu vinrent gonfler les rangs pour se prononcer pour ou – de préférence – contre les écoles musulmanes. Il y eut peu de place pour la discussion ou la nuance sur la valeur de ces écoles. Par ce fait, la

menace était grande d'éclipser rapidement des initiatives valables comme les écoles Lucerna ou les écoles islamiques aux Pays-Bas, tout comme les problèmes d'insertion sociale dans l'enseignement obligatoire. Se positionner pour ou contre les écoles islamiques fut tout à coup évalué comme un critère d'intégration, qui permettait aussi de distinguer les « bons » des « mauvais » musulmans.

Et un « mauvais » musulman fut trouvé cette semaine en Flandre. Il a fallu un petit temps, mais depuis Dyab Abou Jahjah, il semble qu'on ait découvert un nouveau « Filip De Winter de la communauté marocaine » : Nordin Taouil. Connue aussi comme l'imam qui est régulièrement sommé par la VRT, les politiciens et consorts afin de calmer les jeunes quand il y a risque d'« émeutes ». C'est le même Nordin Taouil qui a été invité par M^{me} Heremans, la directrice de l'Athénée royal d'Anvers, à faire le même petit numéro à la fin du mois de juin à ses élèves. Mais tout cela, c'était sans tenir compte de l'imam lui-même. Il se positionna soudain contre le nouveau règlement, fit quelques déclarations malheureuses, et défendit l'idée d'écoles musulmanes. Suffisamment de raisons pour en référer à la Sécurité de l'Etat, qui confirma que derrière l'apparence de l'homme de dialogue se cachait un dangereux extrémiste salafiste.

Pour ceux qui craignent que le pays soit sur le point de tomber parce que les Flamands et les francophones n'ont plus rien en commun, j'ai une bonne nouvelle : l'hystérie collective qui se déchaîne lorsqu'il est question de musulmans se manifeste tant d'un côté que de l'autre de la frontière linguistique, témoin le « non-débat » récent sur la burqa en Belgique francophone (comme il en pleut à Paris...). Il est alors à tous les coups surtout question d'images angoissantes avec lesquelles vivent une grande partie des Flamands et des Belges, et rarement de faits réels. Les conséquences de tels débats ne sont pas minces. Les images d'anxiété collective concernant « l'Islam » sont injectées à forte dose et les musulmans se voient à nouveau confirmés dans leur rôle de l'Autre. Et pour les filles voilées, dont il est question, pour les questions urgentes de décrochage scolaire ou pour les sombres perspectives d'avenir pour la jeune génération, il n'y a pas de temps ni de mots. Tout comme je n'avais pas de temps pour la fermeture d'Opel Belgium. Des sentiments de jeunesse uniquement.

Traduit du néerlandais par Fabienne Trefois.

Anna Gavaldà va publier un nouveau roman, « L'échappée belle » (168 p., 10 euros, Le Dilettante). Moins épais que les deux précédents, son cinquième livre sera en librairie le 4 novembre. Il a été tiré à 299.999 exemplaires. Pour le moment. © TF1.

“ Nous avons un problème de communication avec les médias

Les universités ne devraient-elles pas prendre davantage la parole dans les médias ?

Philippe Vincke, recteur. Nous avons un problème de communication. Dès que l'on aborde un problème un peu sérieusement, le message devient vite compliqué. C'est difficile d'expliquer les nuances, les motivations... avec le risque que le message ne passe pas auprès du citoyen. Je comprends dès lors que les journalistes soient obligés de simplifier, même si l'on se dit parfois que vous tronquez la réalité.

Avez-vous une réflexion sur la meilleure façon dont on peut faire passer le message ?

Pascal Delwit, politologue. C'est ce que l'on fait à longueur de journée avec nos étudiants.

Guy Haarscher, philosophe. Mais ce n'est pas exactement la même chose. Avec nos étudiants, nous savons que nous avons au moins deux heures devant nous. Un entretien tel que vous nous l'offrez est déjà extraordinaire par rapport à la télévision où on doit dire les choses en 45 secondes. Je comprends que certains académiques refusent de passer de l'actualité aussi vite. D'autant que les intellectuels ne sont pas immunisés contre l'erreur. ■

Propos recueillis par W. B. et OI. M.



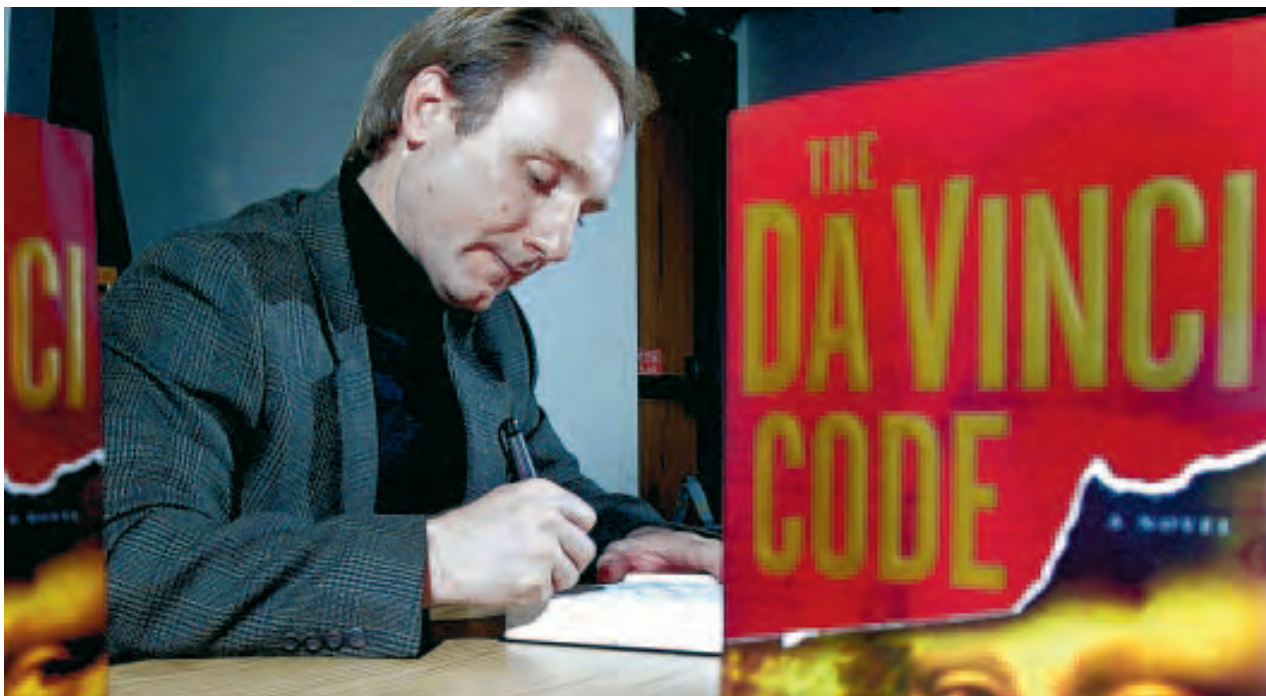
L'ULB A 175 ANS

Littérature / Le nouveau Dan Brown traduit à quatre mains

La course au best-seller

L'ESSENTIEL

- L'auteur du « Da Vinci » Code, vendu à 82 millions d'exemplaires, est de retour avec « Le symbole perdu ».
- Paru en anglais mardi, ce nouveau roman attendu en français le 26 novembre bénéficie du plus gros premier tirage de tous les temps.
- C'était un best-seller avant même sa sortie.



DAN BROWN va-t-il battre le record du « Da Vinci Code » avec son nouveau roman maçonnique ? Tous les ingrédients du succès sont là. © TIM BOYD/AP.

Les Éditions Lattès s'arrachent la tête. Pour ne pas rater le rendez-vous historique du 26 novembre, deux traducteurs travaillent simultanément sur *Le symbole perdu*, le nouveau Dan Brown. En Allemagne, c'est une équipe de huit traducteurs qui a pour mission d'adapter en un mois ce roman des secrets de la franc-maçonnerie. Mardi, 5 millions d'exemplaires ont été mis en place aux États-Unis et 1,5 million d'exemplaires en Grande-Bretagne. En français, Lattès a mis la barre du premier tirage à 600.000 exemplaires. *Le symbole perdu* sera, quoi qu'il arrive, le roman de l'année.

A juste titre ? La question est sur toutes les lèvres. Les critiques n'avaient rien lu d'autre que la couverture avant le 15 septembre ! Le contenu était tenu au secret... maçonnique. Selon le rituel de rigueur, les libraires avaient juré, par contrat, de ne rien dévoiler de l'œuvre avant l'heure et la date convenues. Un site dédié au livre a diffusé un compte à rebours de la parution pour faire bouillir la curiosité des futurs acheteurs. Du coup, *Le symbole perdu* était en tête des ventes sur les sites d'achat en ligne avant même sa sortie. Selon *Le Figaro*, sur Amazon.com, les précommandes du *Symbole perdu* étaient déjà plus importantes que les ventes des *Mémoires* de Ted Kennedy la semaine passée.

Si le *Da Vinci Code* figure dans le livre des records comme le roman le plus vendu au monde avec 82 millions d'exemplaires, *Le symbole perdu* a décroché la palme du plus gros premier tirage de tous les temps. Un succès qui s'ajoute à ceux d'*Anges et Démons*, de *Deception Point* et de *La Forteresse digitale*, les trois autres titres de Dan Brown écoulés à 50 millions d'exemplaires.

Les libraires s'attendent donc logiquement à une ruée inouïe,

au point de songer à limiter eux-mêmes les ventes. Comme cela avait été le cas avec le dernier Harry Potter, dont certains libraires avaient interdit d'acheter plus d'un exemplaire à la fois.

Dimanche, le très populaire *Mail on Sunday*, a mis la pression médiatique en proposant à ses lecteurs le prologue et les deux premiers chapitres du roman, sous forme d'un supplément spécial de huit pages. Le journal britannique a fait un ta-

bac dans les kiosques.

Depuis, le roman est disponible en anglais. Nous ne l'avons pas lu mais la description des recettes de fabrication ficelées par Dan Brown force l'admiration. L'auteur renoue avec les ingrédients de son succès planétaire : une intrigue menée tambour battant à travers une série de lieux symboliques. Esotérisme et sociétés secrètes font partie du décor attendu. Le personnage principal, Robert Langdon, est un émi-

nent spécialiste en symbolisme de l'université de Harvard. L'action se déroule entre Washington, Jérusalem et Salt Lake City. La Maison des frères cagouleurs du temple de Washington loge à un jet de maléfices de la Maison-Blanche. Les packages touristiques sont déjà ficelés chez les tours operators ! ■

DANIEL COUVREUR

The lost symbol, Dan Brown, Doubleday Books, 528 p., 29,95 \$.

L'OPERA AU CINEMA

E.C.A.

The Metropolitan Opera

TOSCA | Puccini | 10/10/2009

AIDA | Verdi | 24/10/2009

TURANDOT | Puccini | 07/11/2009

LES CONTES D'HOFFMANN | Offenbach | 19/12/2009

DER ROSENKAVALIER | Strauss | 09/01/2010

CARMEN | Bizet | 16/01/2010

SIMON BOCCANEGRA | Verdi | 06/02/2010

HAMLET | Thomas | 27/03/2010

ARMIDA | Rossini | 01/05/2010

HD LIVE En direct de New York



KIDS ON STAGE CONCERT CLASSICS SERIES WORLD SPORTS

Découvrez 9 opéras exceptionnels, retransmis en direct depuis New York sur écran géant et en Haute Définition (sous-titres en français).

Abonnements: € 135 / € 50 (en vente à l'accueil)
Tickets (à partir du 16/09): € 18 (normal) - € 15 (réduction)

Infos & tickets: www.kinopolis.com/opera

MUSI^{Q3}

Plus magazine

KINOPOLIS
EVENT



En collaboration avec Mercedes-Benz

24 HEURES | 1 COUP D'ŒIL

Hank Harry dégaîne

Dépourvu de maisons de disques, le « do it yourself » Hank Harry sort son nouvel album, « Bye-Bye Dictators ». Et en vinyle. Avec tout de même une version CD dans le package pour ceux qui n'ont plus de platine... Tiré à 500 exemplaires, ce bel objet est accompagné par six pochettes de 45 Tours signées Julien Kedryna qui les expose dans le magasin Veals & Geeks, 8 rue des Grands Carmes, à Bruxelles, jusqu'à la fin du mois. Vernissage ce jeudi, à 18 heures avec en prime un mini set acoustique. www.myspace.com/hankharrymusic (J. B.)

MUSIQUE Mort d'un 2Be3 Filip Nikolic, 35 ans, chanteur du boys band 2Be3, a été retrouvé sans vie mercredi matin. Il a aussi été comédien, jouant notamment l'inspecteur dans les séries de TF1 *Navarro* et *Brigade Navarro*.

ARCHÉOLOGIE Un mur romain à Asse Des archéologues de la KUL ont mis au jour des fondations murales de l'époque romaine rue des Nerviens à Asse.

MÉDIAS Grogne suspendue à

« Vers L'Avenir » Le personnel des Editions de l'Avenir, qui a débrayé mardi soir suite à deux licenciements, a décidé mercredi en soirée de suspendre le mouvement pour deux semaines.

MÉDIAS JT de la RTBF raccourci Le JT de la RTBF a été amputé mercredi soir de 12 minutes en raison de problèmes techniques suite à la numérisation de la chaîne de production de l'information télé qui est en vigueur depuis quelques semaines. (J. F. Lws)



L'économie américaine « n'a pas encore rebondi mais elle a touché le fond et pourrait y rester un moment. Nous sommes en convalescence », a affirmé l'investisseur milliardaire américain Warren Buffett. © EPA.

L'idée de faire payer les banques me semble réductrice

Le modèle socio-économique belge est-il en danger ?

Matthias Dewatripont, économiste. *Nous sommes loin de l'insouciance des années 70-80. La Belgique est une société vieillissante qui va devoir faire au coût de ce vieillissement. Cela ne simplifie pas les choses dans la crise actuelle. Le gros problème, c'est cette croissance négative qui fait fondre les recettes fiscales. La gestion de notre compétitivité est également en jeu : nous risquons de connaître une balance courante négative pour la première fois depuis 25 ans.*

Faut-il faire payer les banques ?

Matthias Dewatripont. *Cette idée selon laquelle il faut faire payer les banques me semble réductrice. On peut envisager de travailler différemment, par le biais d'une prime d'assurance pour d'éventuels futurs dérapages, par exemple. On peut aussi œuvrer du côté des intérêts notionnels, il faut encore combattre la fraude voire envisager des mesures pour taxer le capital : on taxe trop le travail et pas assez le capital en comparaison avec les Etats-Unis. Ce serait une bonne idée que cela se fasse au niveau européen.*

Pensez-vous que l'on prendra les mesures nécessaires ?

Matthias Dewatripont. *Ce n'est pas facile pour les hommes ou les femmes politiques de prendre des mesures difficiles. Au début des années 1990, c'est un élément extérieur - la perspective de l'euro - qui a forcé la décision. Je suppose que l'Europe cette fois encore va jouer son rôle. Les technocrates sont parfois indispensables...*

Guy Haarscher, philosophe. *Cela ne pose-t-il pas un problème de légitimité démocratique ? Et n'est-ce pas dangereux de se défausser sur l'Europe ?*

Matthias Dewatripont. *C'est vrai que cela n'a pas aidé à valoriser l'image de l'Europe.*

Propos recueillis par W.B. et O.I.M.



L'ULB A 175 ANS

Agriculture / Les fermiers ont épandu près de 4 millions de litres

Le lait a inondé Ciney



COMME UNE ARMÉE EN MARCHÉ, 450 tracteurs ont déversé leur cargaison de lait sur un champ fraîchement retourné. © ROGER MILUTIN.

Je n'ai jamais vu ça, de toute ma vie d'agriculteur. C'est impressionnant. Intérieurement, je pleure... » Solidement appuyé sur sa canne, Amand-Bois, 80 ans, a le regard vide. Sous les yeux du retraité, des dizaines de milliers de litres de lait giclent des citernes. Mercredi, 15 h, au bord de la Nationale 4, près de Ciney. Des tracteurs quadrillent un champ d'une trentaine d'hectares. Ils déversent l'équivalent de la production d'une journée en Wallonie. Près de 4 millions de litres inondent le sol !

Pari tenu, pour les organisateurs. Une démonstration de force. Les véhicules ont convergé dès la fin de la matinée, des quatre coins du sud du pays : Walcourt, Tarcienne, Sprimont... Des colonnes de quarante, parfois cinquante monstres d'acier, avec des citernes remplies. Ils ont été rejoints par des fermiers français et grand-ducaux. Près de 450 tracteurs encerclent la zone d'épandage. Comme une armée en ordre de bataille. Il a fallu au préalable retourner la terre, afin d'éviter les ruissellements. Faute de place, un deuxième champ a été ouvert, de l'autre côté de la N4. Didier Mercier n'y croyait pas trop, au départ. « Il y a dix ans, jamais vous n'auriez eu une mobilisation de cette ampleur. C'est

L'ESSENTIEL

- Comme annoncé, les producteurs en grève ont déversé des millions de litres de lait près de Ciney.
- C'est en Wallonie et en France que le mouvement a pris le plus d'ampleur.
- La détermination reste forte.

émouvant, avance ce producteur de la région de Dinant. *Quelle solidarité ! La grève a seulement démarré vendredi, ne l'oublions pas. La crise est bien là. En 23 ans de métier, je n'ai jamais connu ça.*

« Du bon lait, ça se paie »

Sur les citernes, les messages affichés sont autant de cris de désespoir : « OMC = Mort du paysan », « Situation catastrophique », « Politiciens, aidez-nous », « Un juste prix pour le lait »... Un jeune a barré un tee-shirt blanc avec ces mots : « Moi, futur agriculteur, déjà la corde au cou. »

Claudy Lefevre a démarré à 7 h, de Bièvres. Dans sa citerne, 10.000 litres. « J'ai été le chercher chez trois fermiers. Je suis entrepreneur agricole et je pourrais rester dans mon entreprise. Mais s'ils meurent, je meurs avec... », lance-t-il, en bleu de travail. Tout un secteur a, aujourd'hui, un genou à terre. Les témoignages

vont dans le même sens : des drames se préparent si rien ne change. La grève du lait ? La dernière arme. « Nous n'avons pas le choix. C'est triste et malheureux, remarque Leslie Graindorge, d'Assesse. Nous perdons de l'argent tous les jours, depuis des mois. » Elle a débarqué en famille, avec les enfants : « Je travaille à la ferme, avec mon mari, et il s'agit de notre seul revenu. Si la situation n'évolue pas après cette manifestation, c'est à ne plus rien y comprendre. »

Dans la foule, on discute emprunts, durcissement du mouvement, vente de bêtes... Entre désespoir et colère, beaucoup dénoncent le silence assourdissant du monde politique belge et crient haro sur l'Europe. « Il est plus que temps de se bouger, observe Henry Housiaux (Florée), déterminé comme ses collègues. Je ne sais plus honorer mes factures. Nous avons pu obtenir un report du paiement des crédits pour un an. On devra de toute fa-

çon les payer. On se soutient comme on peut, avec ma femme. » Selon un marchand de céréales, la tension est grande dans de nombreuses exploitations. Les 18 centimes donnés pour un litre couvrent à peine les frais pour les animaux.

« Il y a tout le reste, à côté de ça : les emprunts, les charges... », analyse Isabelle Herbage-Mathot (Philippeville), qui est présente avec son mari. Le couple a proposé 3.000 litres, pour l'action de mercredi, soit deux jours de récolte. « J'ai une larme qui coule à chaque fois qu'on se débarrasse de notre lait, enchaîne-t-elle. Aujourd'hui, c'est réconfortant de voir tous ces gens. » Sur son tracteur miniature, leur fils Théo, du haut de ses 4 ans, se faufile entre les groupes. On peut y lire un slogan, accroché à sa petite citerne : « Du bon lait, ça se paie. » Dans le fond du terrain, les déversements se poursuivent. Ce sera jusqu'à la dernière goutte. ■

NICOLAS DRUEZ

40.000 grévistes dans 8 pays européens

Romuald Schrabber, président de l'European Milk Board, n'a pas vraiment le sourire : « La situation n'est pas difficile, elle est catastrophique ! » Quelques heures avant l'action spectaculaire de Ciney (lire ci-dessus), l'EMB, le rassemblement de producteurs laitiers à l'origine du mouvement de grève avait réuni ses principaux représentants à Bruxelles. Ils étaient venus témoigner de la mobilisation des producteurs dans leurs pays respectifs : Belgique, Allemagne, France, Autriche, Pays-Bas et Luxembourg. L'EMB a fait ses comptes. Selon elle, environ 40.000 producteurs de huit pays (à la liste ci-dessus, il faut ajouter l'Espagne et l'Italie) ont décidé de ne plus livrer leur lait aux laiteries et aux industriels. En 2008, les 27 comptaient un plus d'un million d'exploitations laitières. Un chiffre global qui cache des dispari-

tés dans la mobilisation. France et Belgique semblent être les pays les plus touchés. Selon Pascal Cousté, membre du bureau de l'Association française des producteurs de lait indépendants (APLI), « le gouvernement (français) estime que plus de 45 % du lait n'a pas été livré aux laiteries. » En Belgique, les deux organisations qui ont lancé le mouvement, MIG et Fugea, se refusent toujours à avancer des chiffres. Xavier Delwarte, le secrétaire général de la Fugea, répète que « ce sont les trois millions de litres épandus qui donnent la mesure de la mobilisation. Des membres de la FWA (NDLR, la Fédération wallonne de l'agriculture, syndicat majoritaire qui n'a pas donné de mot d'ordre à ses adhérents) et des producteurs flamands commencent à se joindre au mouvement », assure-t-il, alors que le nord du pays semble pour l'instant

avoir été épargné par la grève. Selon Xavier Delwarte, les fermiers flamands veulent se joindre au mouvement, « mais ils subissent une forte pression du Boerenbond ».

En Allemagne, principal producteur de lait en Europe, peu d'agriculteurs ont entamé la grève. Selon Romuald Schrabber, « c'est essentiellement dû au fait qu'après un mouvement similaire en mai 2008, l'office des cartels a interdit les appels à la grève ». Les différents représentants de l'EMB ont rappelé qu'ils ne demandaient pas tant « un prix » qu'une « révolution du système », selon les mots d'Erwin Schöpges, représentant du MIG. « La politique de dérégulation de la Commission a échoué totalement, martèle Romuald Schaber. Pendant des mois nous avons essayé de nous faire entendre des autorités politiques. On a trop hésité, il faut une po-

litique européenne pour les producteurs et les consommateurs, pas pour les multinationales. » L'EMB réclame une meilleure répartition des marges dans la filière, mais aussi de nouvelles méthodes de fixation de prix rémunérateurs et des volumes, via une instance qui serait composée des représentants des producteurs, des transformateurs, des consommateurs et des autorités politiques.

Les actions se poursuivront dans les jours à venir, a prévenu l'EMB. « Nous irons jusqu'au bout », dit Erwin Schöpges. Au risque d'accélérer les faillites d'exploitations ? « Mais toutes les trésoreries sont dans le rouge, de 50.000 voire 70.000 euros, assène Xavier Delwarte. Si rien ne change dans les trois mois, on va de toute façon à la faillite pour des dizaines d'exploitations. Alors... » ■

BERNARD PADOAN



L'équipe d'Espagne pour le Mondial sur route comptera Oscar Freire, Alejandro Valverde et le champion olympique Samuel Sanchez, mais pas Alberto Contador, le vainqueur du Tour de France qui s'est dit trop éprouvé par sa saison. © AP

F1 / Renault a bel et bien truqué le Grand Prix de Singapour 2008

La tête de Briatore a roulé

L'ESSENTIEL

- Renault ne conteste pas les allégations de la FIA. Et reconnaît donc avoir truqué le GP de Singapour 2008 !
- Flavio Briatore et Pat Symonds, le directeur de l'ingénierie, n'ont pas survécu à la « bombe » lancée par Piquet.
- Lundi, la FIA jugera le constructeur français... que personne ne veut voir disparaître !

Paddock du circuit de Monza, vendredi 11 septembre, 16 heures. Flavio Briatore (59 ans) a convoqué la presse pour faire le point sur « l'affaire Renault ». En duo avec Jean-François Caubet, le responsable de la communication de Renault F1, le flamboyant Italien se lance dans une de ses spectaculaires démonstrations, ponctuée d'inévitables gestes et de plaisanteries d'un goût douteux par rapport à la gravité des faits reprochés au constructeur qu'il représente depuis le début du Troisième millénaire.

Face à cette apparente décontraction, on en vient à penser que « Flavio va s'en sortir ». D'aucuns suggèrent les « dossiers » qu'il possède sur nombre de personnalités-clés du monde de la F1 pour avoir déjà organisé sa défense. D'autres évoquent ses amitiés avec Carlos Ghosn, le directeur général de Renault, et avec une

connaissance commune, Lakshmi Mittal, qu'il a récemment introduit dans le conseil d'administration des « Queens Park Rangers », le club de foot qu'il a racheté il y a deux ans avec Bernie Ecclestone.

Tout faux cette fois : on sait depuis mercredi qu'il s'agissait en fait de la dernière représentation de Briatore. Le show de Flavio a fini par lasser. Les explications ne sont plus passées. Les amitiés ont succombé. Dans un communiqué, Renault a annoncé que le team F1 « ne contestera pas les récentes allégations de la FIA au sujet du GP de Singapour 2008 (...) Flavio Briatore et son directeur exécutif de l'ingénierie Pat Symonds ont quitté l'écurie (...) ».

En d'autres termes, tout ce que Nelson Piquet Jr a affirmé devant les enquêteurs mandatés par la FIA s'est donc révélé exact : Flavio Briatore et Pat Symonds ont bien demandé au pilote brésilien de sortir volontairement de la piste pendant le GP de Singapour, afin d'imposer l'intervention de la voiture de sécurité qui, de la sorte, a servi les intérêts de son équipier Fernando Alonso, effectivement vainqueur du premier Grand Prix de Singapour !

Une histoire écœurante bien sûr, que d'aucuns essaient pourtant de comparer avec d'autres faits de tricherie qui ont déjà jalonné l'histoire de la Formule 1 : les réservoirs d'eau utilisés dans les années 80 par plusieurs écuries (Lotus, Williams, Brabham, etc.) pour jouer sur le poids des voitures ; les réservoirs d'essence à double fond des BAR en 2005 ; la Rascasse « manquée » par Schumacher en 2006, etc. Certes, la F1 a pris l'habitude de se nourrir de ce type de scandales. Il reste que le « sport » ne ressort évidemment pas grand de cette « aventure ».

Car outre Briatore et Symonds qui ont été les initiateurs de cette inqualifiable supercherie, outre Nelson Piquet Jr – certes sur la sellette à ce moment-là – qui n'a pas



fait preuve d'un très grand sens moral, outre l'absence de bon sens face à une situation qui aurait pu avoir des conséquences graves pour le pilote « accidenté », ses pairs ou le public environnant (imaginons une pièce qui vole dans les tribunes et blesse quelqu'un), on ne peut imaginer que « d'autres » au sein de l'écurie n'étaient pas au courant de ce plan machiavélique.

Et la première personne à laquelle on pense est bien évidemment Fernando Alonso, tellement impliqué dans le travail de son écurie, tellement au fait de tout ce qui s'y passe au plan technique. En admettant que le double champion du monde n'ait pas directement été mêlé à l'élaboration de cette tricherie, on doute qu'il n'en ait pas eu connaissance d'une manière ou d'autre, avant ou après la course...

Rien que pour cela, la réunion du Conseil mondial de lundi prochain reste plus qu'intéressante. On peut imaginer que les têtes de Symonds et Briatore ont été offertes à dessein, à la FIA et au monde de la F1, qui redoutent tant de perdre Renault ! On devine la jubilation qui doit être celle de Max Mosley qui, avant de quitter la présidence de la FIA en octobre, aura donc eu la satisfaction de s'être offert en quelques mois le scalp de Ron Dennis (le patron de McLaren tombé suite au mensonge de Lewis Hamilton en Australie), et celui de Flavio Briatore, deux de ses plus farouches rivaux. Il reste maintenant à trouver une sanction « juste » pour une écurie qui aura sans doute eu pour principal tort de laisser les rennes, sans aucun contrepoids, à un homme qui a montré ses limites au plan éthique. ■ THIERRY WILMOTTE

DE SA DÉMARCHÉ nonchalante, Flavio Briatore semble quitter la F1 pour de bon... © EPA

“ Pourquoi ne pas mettre nos jeunes chercheurs en avant ?

Avez-vous été marqué par la récente victoire de Kim Clijsters à l'US Open ? Philippe Vincke, recteur. C'est formidable ce que nos jeunes joueuses de tennis ont réalisé ces dernières années. Nous aimerions toutefois que la société se soucie également d'autres enjeux. Nous avons nous aussi des jeunes chercheurs que l'on pourrait mettre sur un piédestal. Pourquoi ne pas mettre ces gens-là en avant aussi ? C'est avec leur matière grise que nos pays doivent préparer l'avenir dans ce monde en pleine globalisation. ■ Propos recueillis par W.B. et O.I.M.



L'ULB A 175 ANS

UNE SALE HISTOIRE EN 3 ACTES



Alonso remporte le 1^{er} GP de Singapour

Dès les essais libres de ce premier GP nocturne de l'histoire de la F1, Alonso est en grande forme. Las, sa mécanique le lâche en qualification : il partira 15^e. Alors qu'il est plutôt de coutume de partir avec beaucoup d'essence depuis le fond de la grille, l'Espagnol opte part très léger et ravitaille dès le 12^e tour de course ! « Coup de bol » : son équipier Piquet tape le mur au tour suivant. L'intervention de la voiture de sécurité est inévitable. Pendant que les ténors ravitaillent, Fernando Alonso passe en tête. Il a ainsi annulé son handicap de la qualification. La course est relancée. L'Espagnol s'y impose...



Briatore interrogé à Francorchamps

Fait inhabituel : Nelson Piquet Jr annonce lui-même son licenciement de l'écurie Renault quelques jours après le GP de Hongrie, début août 2009. Il en profite pour vider son sac au sujet de Briatore qu'il traite notamment d'« incapable ». Au soir du GP de Belgique, la rumeur enfle : des enquêteurs mandatés par la FIA ont rencontré à Spa Briatore et Symonds. On apprendra que c'est à la suite d'une dénonciation du clan Piquet qu'une enquête a été ouverte au sujet du GP de Singapour 2008. Plus tard, on apprendra encore que Briatore a envoyé une lettre aux Piquet pour les sommer de ne faire « aucune déclaration intempestive ».



Nelson Piquet Jr vide son sac

Alors que la FIA a convoqué Renault devant le Conseil mondial le 21 septembre, un « vent favorable » porte dans le paddock de Monza le témoignage de Nelson Piquet Jr devant les enquêteurs de la FIA. « Briatore et Symonds m'ont demandé de sortir intentionnellement. Symonds m'a dit à quel tour je devais sortir et m'a montré à quel virage je devais le faire : un endroit dépourvu de grue, ce qui allait favoriser la neutralisation de la course, » dit en substance le Brésilien. Le lendemain, Briatore tente de se défendre tout en déclarant qu'« il ne peut rien dire avant le 21 ». La direction de Renault n'attend pas : elle vire Briatore et Symonds mercredi.

24 HEURES | 1 COUP D'ŒIL

Weylandt quitte la Vuelta

Wouter Weylandt n'a pas pris le départ de la 17^e étape du Tour d'Espagne, mercredi à Ciudad Real. Le sprinter de l'équipe Quick Step souffre d'une micro-fracture du scapuloïde de la main gauche, consécutif à sa lourde chute de mardi. C'est le Français Anthony Roux (Française des Jeux) qui a remporté l'étape, de justesse devant son compatriote William Bonnet et le redoutable sprinter allemand André Greipel. L'Espagnol Alejandro Valverde (Caisse d'Espargne) a conservé le maillot or.

TENNIS DE TABLE Saive à la table Yannick Vostes et Benjamin Rogiers se sont qualifiés pour le 2^e tour du simple de l'Euro, mercredi à Stuttgart, tandis que Kilomo Vittita a été éliminé d'entrée. Jean-Michel Saive (ITTF-45), dispensé du 1^{er} tour, fera son entrée en lice ce jeudi contre le Bulgare Vladimir Petkov, non classé à l'ITTF.

CYCLISME Coup double Le Norvégien Edvald Boasson Hagen (Columbia) a remporté mercredi à Stoke sa troisième victoire d'étape consécutive et a pris la tête du Tour de Grande-Bretagne avec neuf secondes d'avance sur le Néerlandais Kai Reus.

JEUX OLYMPIQUES Obama les veut Le président américain Barack Obama a affirmé mercredi sa détermination à obtenir l'organisation des Jeux olympiques de 2016 pour sa ville de Chicago en déclarant : « Nous voulons ces Jeux. Chicago est prêt, les Américains sont prêts, nous voulons ces Jeux ». Le CIO doit trancher le 2 octobre.

► **AUTOMOBILISME** L'écurie Sauber, rachetée à BMW, pourrait engager des monoplaces dotées de moteurs Ferrari en 2010.
► **CYCLO-CROSS** Bart Wellens (Telenet-Fidea) est atteint d'un cytomégalovirus et doit observer un repos complet.
► **MOTOCYCLISME** Dani Pedrosa, Héctor Barbera et Marc Coma ont atteint le sommet du Mont Blanc en début de semaine.
► **TENNIS DE TABLE** En battant la Pologne, les Pays-Bas ont conservé leur titre de championne d'Europe par équipes dames.

BASKET Gala à Anvers L'ancienne star de la NBA Dennis Rodman emmènera l'équipe des « USA Legends of Basketball » face à l'équipe des « Belgian Legends of Basketball » dans un match de gala le vendredi 13 novembre au Sportpaleis d'Anvers. Côté belge, l'équipe coachée par Tony Van Den Bosch, Rik Samaey et Willy Steveniers alignera Struelens, Liridon, Bayer, Desaeveer, Jaumin, Goethals, Van Impe et Ibens face à Tim Hardaway, Dee Brown, Dale Ellis, Oliver Miller et Jay Williams.

BASKET France - Espagne à l'Euro Victorieuse de la Pologne (90-68), l'Espagne termine 4^e de sa poule et rencontrera la France, invaincue de son côté, en quarts de finale ce jeudi.

[expresso]

Pas d'Euro pour les Belges ?

Si la fédération européenne de natation autorise les combinaisons tout polyuréthane – qui seront interdites au niveau mondial en 2010 – à l'Euro (10-13 décembre), il n'y aura sans doute pas de délégation belge en Turquie. La cellule sportive de la fédération belge a néanmoins fixé les minima en attendant que la LEN se décide lors de son congrès à Copenhague. Elle veut éviter un camouflet semblable à celui vécu au Mondial à Rome où ces combinaisons ont clairement avantage leurs porteurs. Et aussi éviter que des rebelles, comme Pholien Systemans, ne brave l'obligation de rester fidèle à Speedo. Le nageur de Liège-Natation, aux études en Floride, a écopé d'une amende de 1.600 euros. Cher payé...

100

Frans De Blaes, le plus ancien des Olympiens, fête son 100^e anniversaire ce 17 septembre. Une délégation du COIB, Gaston Roelants en tête, est allée à Malines pour rendre hommage à cet ancien kayakiste, présent à Berlin en 1936.



Une bonne centaine de supporters ont accueilli Kim Clijsters, mercredi matin, à l'aéroport de Bruxelles-National. La Limbourgeoise a pris son temps avant de prendre la direction de Bree où une fête sera organisée en son honneur vendredi. © B.